

UKRAINE

En noir et blanc

Raymond Klein

Hypocrisie impérialiste ? Antiaméricanisme ? A gauche, entre partisans d'une ligne dure contre les « crimes » de Poutine et inconditionnels du soutien au « contre-pouvoir » que constitue la Russie, le débat s'envenime.

Des bons sentiments au service de l'impérialisme occidental ? Est-ce à cela que se réduisent les appels à refuser la manière dont Poutine s'attaque à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ? Cette appréciation de l'attitude générale envers la Russie jouit d'une certaine popularité au sein de la gauche radicale. Effectivement, une partie des discours réclamant plus de fermeté de la part de l'Occident émanent des adeptes du « modèle » démocratique et libéral. Un modèle dont ils voudraient faire « bénéficier » la terre entière à coups de « regime change » ou d'accords de libre-échange - pour aboutir à un monde dominé par la superpuissance américaine et les grandes multinationales. Mais cet impérialisme qui ne dit pas son nom a perdu de sa superbe depuis les échecs en Afghanistan et en Irak, le résultat incertain du Printemps arabe et, en matière de modèle économique, depuis le début de la crise financière.

On devrait plutôt s'étonner qu'à côté des discours va-t-en-guerre, d'autant plus fallacieux qu'à aucun moment il n'a sérieusement été question d'avoir recours à des moyens militaires, de nombreuses voix au sein du mainstream appellent à la retenue. Certes, cela émane souvent de ceux-là même qui ont approuvé, voire orchestré, les politiques par lesquelles l'Occident a poussé son « avantage » au fil des mois : soutien à une moitié de l'Ukraine contre l'autre, offre douteuse d'aides financières à un pays affaibli par la crainte d'une banqueroute, appui à un gouvernement anti-russe en contradiction avec les négociations menées en février. Mais ces erreurs sont désormais reconnues et l'importance d'un dialogue en vue d'un compromis tenant compte des intérêts russes est soulignée. Reste que la politique du fait accompli menée par Poutine en Crimée amène à douter : va-t-il revenir à la table des négociations ou plutôt continuer à imposer par la force ses objectifs politiques au monde et aux populations concernées ?

Mélange d'antiaméricanisme et de prosoviétisme nostalgique ? Est-ce à cela que se réduisent les exhortations à faire preuve de compréhension envers la Russie dans la crise actuelle ? Notons d'abord que ce genre de position suscite peu d'émotion quand elle émane d'un expert, mais soulève l'indignation quand elle vient de la part de la gauche radicale. Or, ce rappel au réalisme est tout aussi justifié que la dénonciation de l'hypocrisie des puissances occidentales en matière de droit international : après tout, l'intervention hors mandat onusien au Kosovo en 1999 et la déclaration d'indépendance unilatérale de cette même entité en 2008 constituent un précédent pour la Crimée.

On peut attendre des dirigeants de gauche qu'ils dépassent le raisonnement de conseillers en géostratégie.

Cela dit, avoir conscience des intérêts géopolitiques qui marquent la politique intérieure ukrainienne, les accepter comme le cadre dans lequel doit s'insérer toute solution réaliste, n'équivaut pas à les endosser. On peut attendre à juste titre des dirigeants de gauche qu'ils dépassent le raisonnement de conseillers en géostratégie. Ainsi, après avoir dénoncé le mépris occidental du droit international, il convient de dénoncer pareillement la manière dont Poutine vient de le violer en Crimée - comme le fait une grande partie de la gauche radicale. Quant au désir d'une partie au moins de la population ukrainienne de renforcer les liens avec l'Union européenne voire l'Otan, qu'on l'approuve ou non, il mérite autant de respect que la cause de la minorité russophone ou le combat contre l'extrême droite ukrainienne.

Enfin, le réalisme géopolitique ne doit pas entraver l'affirmation des valeurs de liberté et de progrès social ni empêcher l'appui à des solutions se situant dans cette perspective. Tout en rappelant que, aujourd'hui, ces valeurs ne sont pas vraiment incarnées par les Etats-Unis et l'Union européenne, encore moins par la Russie de Poutine, mais qu'elles restent un rêve partagé de Lisbonne à Vladivostok.



NEWS

Ländliche Entwicklung: Im stillen Kämmerlein **S. 3**
 Monkeler: L'hypothèque **p. 4**
 Sozialalmanach: Deckmantel soziale Selektivität **S. 5**

REGARDS

Versteckte Staatsbeihilfe: Steuerlektionen aus Brüssel **S. 6**
 Nachhaltigkeit: Die Natur nicht in den Bankrott treiben **S. 8**
 Russland: Autokratischer Antifaschismus **S. 11**

(photo de couverture: Luc Caregari)